

# NOUVEAUX PROPOS, VIEILLE TACTIQUE

## DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

### CONTRE LE PEUPLE ALGÉRIEN

Il est vraiment inutile de démontrer, dans les colonnes de notre journal, ce qui est de notoriété publique sur les élections en Algérie. Des « élections libres » qui donnent satisfaction à bien des gens qui font les dégoûtés pour d'autres « élections libres ».

Les nouveaux élus feignent l'indignation parce que, dans « l'Express », il a été dit qu'ils se promènent avec leurs revolvers et que certains s'en sont déjà servis. Personne ne sera dupe de leurs protestations; mais, malheureusement, les informations de « l'Express » ne semblent pas avoir été suffisamment soulignées ailleurs, dans le mouvement ouvrier, et aucune conclusion n'en a été tirée. Il y a encore des gens qui croient à la marche au socialisme par les « voies parlementaires »...

\*\*

De Gaulle devait faire « le reste » avec les élus algériens. Pour le moment, n'étant pas parvenu à dissocier la Résistance algérienne, il essaie de recourir à un autre stratagème. Tout comme Lacoste à certaines périodes, il prétend que la guerre en Algérie est sur le point de finir, qu'on en est au dernier quart d'heure: il n'y a plus que quelques « attardés » à poursuivre le combat armé. S'il en est ainsi, il n'a plus qu'à se pencher de toute sa hauteur sur les problèmes économiques.

Nous ne reviendrons pas aujourd'hui sur ce que nous avons exposé au sujet de ces projets, qui sont effectivement les grands projets du capitalisme français qui espère ainsi pouvoir retrouver une place de premier plan sur l'échelle internationale. Il y a peut-être d'énormes richesses au Sahara, mais le capitalisme français — même s'il n'avait pas à poursuivre la guerre en Algérie — se trouverait en présence de tâches au-dessus de ses forces propres. A plus forte raison est-il ridicule de penser que le capitalisme français, le capitalisme de la grandeur perdue, a la possibilité de faire tout ce que de Gaulle projette: Sahara, bombes atomiques, logements, réorganisation militaire...

En outre, le grand capital, tout en disposant actuellement de l'autorité de De Gaulle pour la poursuite de ses grands projets, ne constitue ni un tout homogène ni n'agit dans un vide social et politique.

Certaines couches du grand capital liées à la colonisation en Algérie ne voient pas d'un œil trop favorable des transformations, même s'opérant fort lentement et aboutissant à long terme, qui — en supposant même qu'elles puissent se faire en dépit de la poursuite de la guerre — ne supprimeraient pas la volonté d'indépendance du peuple algérien, mais tout au contraire lui créeraient un fondement social plus puissant encore.

Et puis les petits Européens et de très nombreux cadres de l'armée ne veulent entendre parler d'aucune transformation ou de quoi que ce soit qui puisse apparaître comme faisant de l'Algérie une entité différente de la France. Sur ce plan, les difficultés de De Gaulle sont visibles dans les nombreuses lettres qu'il a adressées à Salan. Si le vocabulaire reste emprunté à celui des rois de France, le ton n'est pas autre chose que défensif: vous avez bien fait et on continuera la « pacification ». Quant à Salan, il a montré par sa dernière note, publiée peu avant son départ officiel d'Algérie, qu'il entend y rester tout de même une puissance et qu'il faudra lui demander son avis sur ce que pourraient décider ses remplaçants.

\*\*

La guerre est si peu près de finir que la ré-

pression, loin de s'affaiblir, tend à rebondir. A vrai dire, à l'égard des Algériens, elle n'a jamais connu une minute de repos; la seule différence est qu'on en parle beaucoup moins.

Il y a à cela une part, hélas, d'accoutumance. On est installé dans une situation qui s'est détériorée. Mais le nouveau régime, après une période d'installation et de mise au point de ses rouages, commence à serrer les vis. Les saisies de journaux reprennent, les poursuites se multiplient. Et le système « d'information » fonctionne de manière à mieux étouffer que jamais les faits en ces matières et empêcher les protestations de se faire entendre. Ces messieurs ont eu leur victoire le 13 mai, et ils l'exploitent.

\*\*

Dans les conditions actuelles, il n'y a malheureusement pas de possibilités de sérieux mouvements de masse contre la guerre d'Algérie à brève échéance. Mais tous les calculs de De Gaulle, qui sont à très peu de choses près ceux de Mollet et Lacoste, échoueront et des situations nouvelles se présenteront en résultat de l'impuissance du gouvernement français à aboutir à une solution acceptable pour lui et viable en Afrique du Nord.

La tâche essentielle est de se préparer, de pré-

parer le mouvement ouvrier pour ces situations. Dans toute l'inertie de la direction du P.C.F., ce qu'il y a de plus criminel, c'est sa position envers la question algérienne. Elle a fait plus que prendre le vocabulaire, la phraséologie de la « grandeur française », des « intérêts nationaux », de l'ennemi de classe, comme un truc misérable pour attirer à elle des couches arriérées des masses dans ce pays; elle croit à ces expressions; elle est elle-même profondément imprégnée de nationalisme français. Commencée à la suite de la célèbre déclaration de Staline à Laval, en 1935, peut-être comme une astuce tactique, la « politique nationale » de la direction du P.C.F. est devenue partie intégrante de sa chair, de son cerveau.

Le résultat de cette « politique nationale », on le voit: le reflux de masses petites bourgeoises et ouvrières arriérées vers la pire des réactions, et la méfiance légitime des masses algériennes envers les travailleurs de France.

Pour préparer l'exploitation des situations futures favorables à la lutte contre le régime, contre sa guerre d'Algérie, il faut extirper du mouvement ouvrier cette « politique nationale ». Cela ne dépend pas du sentiment présent dans les masses, mais de la conscience, du courage, de la volonté, du sentiment de responsabilité de chaque militant.

## L'AFRIQUE NOIRE EN MARCHÉ

Deux conférences viennent de se tenir en Afrique, l'une au Caire en relation avec la Conférence afro-asiatique qui se tint à Bandung il y a quelques années, l'autre à Accra au Ghana, spécifiquement africaine.

A ces conférences assistaient aussi bien des représentants officiels d'Etats que des représentants d'organisations politiques, syndicales...

De telles conférences, ce qui est essentiel à retenir, dans les conditions actuelles, c'est moins telle ou telle résolution ou décision (sans pour cela les minimiser), mais l'idée ou les tendances dominantes qui s'en dégagent. Au Caire comme à Accra, l'idée — nouvelle non pas en tant qu'idée mais qu'expression de puissants courants de masse en Afrique — c'est celle de l'unification de l'Afrique dans des Etats-Unis africains.

Il ne s'agit pas d'une aspiration vague. Déjà deux jeunes Etats africains, le Ghana, ancienne colonie britannique, et la Guinée, ancienne colonie française, ont décidé une entente entre eux qui serait une étape sur la voie de l'unification de l'Afrique.

Les obstacles à l'unification de ce continent artificiellement morcelé par la colonisation sont encore très grands. En tout premier lieu, les impérialistes n'ont nullement l'intention d'abandonner la place de bon gré. Il y a les colonies portugaises où sévit encore un régime de semi-esclavage. Il y a le Congo belge, où le développement industriel a été des plus remarquables, mais où le capitalisme belge a empêché systématiquement la formation d'intellectuels, et où de ce fait le mouvement pour l'indépendance est resté longtemps sans pouvoir trouver une expression. Il y a l'Afrique du sud, où sévit un régime envers les peuples de couleur qui égale ou dépasse le régime hitlérien.

L'impérialisme britannique a eu une ligne de conduite plus souple envers des pays comme le Ghana ou le Nigeria; mais il a été extrêmement rigoureux envers des pays comme le Kenya, et il n'a pas encore dit son dernier mot sur ses mé-

thodes pour ne pas être délogé de certaines positions stratégiques.

Quant à l'impérialisme français, ce n'est pas qu'en Algérie qu'il donne sa mesure réactionnaire. A l'égard de la Guinée — qui, après tout, a formellement usé du droit de dire « non » au référendum — le gouvernement français se montre sordide à l'extrême: il a été le seul à ne pas se prononcer pour l'admission de la Guinée aux Nations Unies. Pour le reste de l'Afrique qu'il entend être « française », tout sera mis en œuvre pour entraver les mouvements d'indépendance. Régime de terreur, élections truquées, corruption, etc... Le Niger en fait actuellement l'expérience. Le grand instrument de l'impérialisme français en Afrique, c'est Houphouët-Boigny, l'actuel seigneur de la Côte-d'Ivoire qui, en larbin qui craint pour son poste, se montre plus français que les Français eux-mêmes.

Toutes ces violences et manigances impérialistes trouvent évidemment des points d'appui parmi les classes possédantes indigènes.

Mais, ce qui fait et fera plus encore à l'avenir la force de la tendance unificatrice de l'Afrique, c'est que le mouvement ouvrier africain, bien qu'il soit lui-même encore souvent dans la confusion, qu'il n'ait pas encore une assise politique propre, se montre dès maintenant la force principale, la plus dynamique, la plus audacieuse, dans ce courant. Les syndicats africains sont à l'avant-garde. La Conférence d'Accra a accordé la place d'honneur au leader syndical du Kenya, Tom Mboya, ainsi d'ailleurs qu'aux délégués algériens à cette Conférence.

SOUSCRIVEZ A

«la Vérité des travailleurs»

64, Rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>

Son CCP 6965-68 Paris

DECEMBRE 1958